

Les subsides

[Traduction]

Le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré ceci: «Le libre-échange équivaldrait à dormir avec un éléphant. En effet, s'il décide de se tourner, vous êtes un homme mort. Et c'est ce qu'il fera en période de crise économique».

[Français]

Voici ce que l'actuel premier ministre du Canada disait sur le concept même du libre-échange avec les États-Unis quelques mois à peine avant d'être élu et d'occuper la fonction qu'il occupe présentement. La question qu'on peut se poser, sans porter de jugement de fond sur la question du libre-échange, c'est: Est-ce que l'actuel premier ministre avait un mandat de la population canadienne pour négocier ou entreprendre de telles négociations?

J'imagine bien que les historiens qui regardent l'action actuelle du gouvernement et qui mettent cela en parallèle avec les déclarations qu'ils faisaient quelques mois avant les élections pourraient facilement rappeler et «reciter» au premier ministre actuel (M. Mulroney) plusieurs des discours que M. Disraeli faisait à la Chambre des communes de Londres lorsqu'il attaquait à ce moment-là son chef, le premier ministre conservateur, M. Peel, concernant l'exécution ou l'abolition des Corn laws. Parce que des conservateurs d'alors en Angleterre avaient pris position publiquement contre l'abolition des Corn laws. Tout le monde se rappelle cela. Et Disraeli disait de son premier ministre, il disait de son parti:

● (1720)

[Traduction]

Un gouvernement conservateur, c'est l'hypocrisie organisée. C'est ce que Disraeli disait au sujet de Peel, lorsqu'il a aboli les «cornlaws», lois règlementant le commerce intérieur et extérieur du blé, car le parti conservateur anglais de l'époque faisait campagne contre l'abolition de ces lois. À l'heure actuelle, le premier ministre du Canada, qui a fait campagne contre le libre-échange, est en pleine négociation avec son ami, le président des États-Unis. Je me demande si les propos que Disraeli tenait au sujet de Peel relativement à ces lois protectionnistes peuvent s'appliquer en l'occurrence.

[Français]

Monsieur le Président, il y a aussi un autre aspect qui indique que ce gouvernement mérite d'être blâmé, tel que l'indique la motion d'aujourd'hui, parce qu'il a entrepris ces négociations sur une base qui, à mon sens, n'est pas très solide. La prémisse de l'argumentation du premier ministre était la suivante: Soyons gentils pour le Président des États-Unis et les Américains seront gentils pour nous. Ou encore: Soyons gentils pour les Américains sur un nombre de questions, c'est de l'argent en banque pour les négociations sur le libre-échange. Tout le monde se rappelle cela.

Quand il nous disait, lorsque le brise-glace américain est venu naviguer dans nos eaux sans être invité, que c'était un accroc considérable à la souveraineté canadienne... Mais on avait toujours l'argument: C'est de l'argent en banque pour les négociations sur le libre-échange.

Quand le gouvernement américain et le Président mettaient la pression pour qu'on change les règles concernant le tamisage des investissements étrangers... Indirectement, ce qu'on nous disait, c'est qu'il faut être gentils pour les Américains, et on

met de l'argent en banque pour les négociations sur le libre-échange.

Lorsqu'on a modifié le Programme énergétique national, pour plaire certainement à certaines factions très conservatrices qui existaient au Canada, les grandes entreprises, on a fait cela pour cela, mais aussi, on le faisait pour plaire aux Américains, parce que, suivant les propos du premier ministre, c'était de l'argent en banque.

Je peux vous dire que lorsqu'on regarde les résultats, l'argent en banque n'a pas rapporté beaucoup d'intérêts. Parce qu'on se réveille avec un premier ministre qui a tout misé sur des relations personnelles avec le Président américain, qui a dit oui à la politique nationale de l'énergie, au passage du brise-glace américain dans les eaux canadiennes, qui n'a pas dit un mot, qui a accepté les ententes NORAD. Tout cela parce qu'il s'agissait de faire partie du contexte d'être gentils pour les Américains.

Et on voit bien que des négociations sur le plan international ne se mènent pas de cette façon-là. Et c'est pourquoi la motion telle qu'amendée traduit bien la réalité sans se prononcer pour ou contre les négociations sur le libre-échange, mais on peut faire la démonstration très facilement que cela a été une faille lamentable. Parce qu'on a aujourd'hui 4,000 emplois en Colombie-Britannique qui sont en danger, qui vont peut-être disparaître parce que le gouvernement américain a imposé un droit de douane de 35 p. 100. Combien de centaines d'emplois sont mis en danger par l'imposition du droit de douane de 41 p. 100 sur certains produits de l'acier? Combien de pêcheurs sur nos côtes de l'Atlantique sont affectés par un droit de douane particulier? Nos producteurs de porcs? La politique américaine de l'agriculture? Et on vient nous dire de l'autre côté de la Chambre que les négociations, telles qu'elles ont été menées, étaient dans le but d'arrêter les mesures protectionnistes américaines. La belle affaire! On n'a jamais eu autant de droits de douane, de contingentements, de mesures protectionnistes que depuis que le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir.

Est-ce qu'on doit faire l'équation que lorsqu'il y a un premier ministre trop faible qui est prêt à se mettre à genoux devant le Président américain, il en profite puis il serre les vis?

[Traduction]

M. Rompkey: L'empereur est dévêtu.

M. Garneau: Il est facile de démontrer que jusqu'à maintenant le gouvernement a failli complètement à la tâche dans ses négociations avec les États-Unis. En effet, les travailleurs canadiens dans le secteur des bardeaux perdent leur emploi et nos pêcheurs, leurs marchés. Ce matin, j'ai entendu le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) prétendre que nous voulions protéger nos marchés. Lorsque le président a écrit sa lettre au sénateur Packwood, qu'a-t-il dit? Il a affirmé que dans tout accord avec le Canada, les États-Unis conserveraient le droit d'appliquer des droits compensateurs.

[Français]

Monsieur le Président, cela veut dire que même dans le contexte d'une négociation avec les États-Unis, la conclusion que nous donne déjà le Président américain, contrairement à ce que l'orateur qui m'a précédé disait, contrairement à ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) laissait entendre ce matin, c'est que le gouvernement américain et le Président, dans une lettre au sénateur Packwood, ont déjà